

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

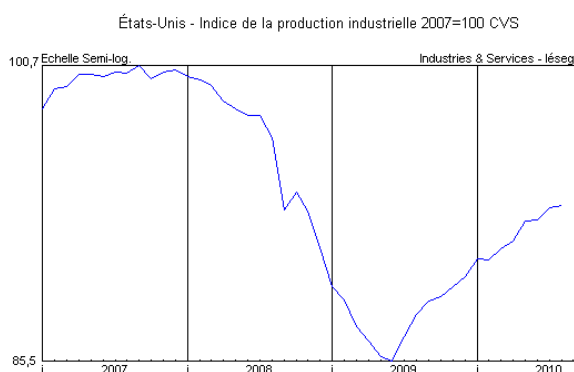
Numéro 030

Achevé de rédiger le 20 septembre 2010

MONDE : Modération de la reprise

Le dynamisme des économies émergentes d'Asie se tempère. En **Chine**, la progression de l'activité industrielle est revenue sur un rythme plus soutenable et les exportations marquent le pas en fin de période. Celles-ci demeurent toutefois supérieures de 30% à celles de l'Allemagne, pays qui a lui aussi largement bénéficié du regain de la demande mondiale. En **Inde**, la production manufacturière est quasiment stabilisée depuis six mois, à l'issue d'un excellent exercice 2009. Ce ralentissement de l'expansion avait été souhaité pour contrer la montée en puissance de bulles internes (immobilier, surcapacités sectorielles) et externes (cours des matières premières). Toutefois, le décollage de ces économies, fondé pour une large part sur leur demande intérieure, reste un puissant moteur pour l'expansion mondiale.

Aux **États-Unis**, la croissance est moins robuste qu'anticipé. La progression du PIB au deuxième trimestre, évaluée dans un premier temps à +2,4% l'an, est finalement ressortie à +1,6%, en regard de +3,7% en début d'année et de +5% fin 2009.



Source : Board of Governors of the Federal Reserve System

Le ralentissement provient pour l'essentiel d'une évolution défavorable des échanges extérieurs. En effet, la demande intérieure a progressé à un rythme de +4,8% l'an, supérieur à ceux observés les trimestres précédents. Elle a été soutenue par une accentuation du restockage, une forte progression des investissements et un rebond des dépenses publiques à l'issue de deux trimestres de

repli. En revanche, la progression de la consommation est restée modeste, à +1,9%, dans la ligne des trimestres précédents. La prudence des ménages s'explique par la faible augmentation des revenus après impôts, compte tenu de la modération des salaires et de l'absence de remontée franche de l'emploi. Les informations les plus récentes confirment le sentiment d'une hésitation conjoncturelle. L'indice des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier, qui était monté à 60 en début d'année, est revenu vers 55. En revanche, l'indice du secteur des services est retombé à 51,5. Il dépasse néanmoins largement la barre des 50 qui sépare l'expansion de la récession.

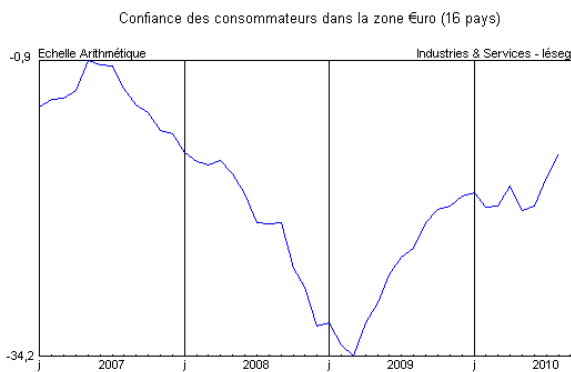
La Réserve fédérale se montre soucieuse d'éviter toute prolongation de l'attentisme. C'est pourquoi, au-delà de la traditionnelle réaffirmation d'une politique de taux d'intérêt durablement expansionniste, la banque centrale a renoué symboliquement à la mi-août avec des achats de titres publics. Plus récemment, elle a laissé ouverte la voie à des "accommodements monétaires additionnels à travers de mesures non conventionnelles si nécessaire". Les perspectives sont plus complexes encore pour la politique budgétaire. À moyen terme, une réduction sensible du déficit public est indispensable pour conserver la confiance des investisseurs, mais les hésitations conjoncturelles conduisent l'Administration à engager de nouvelles dépenses dans les infrastructures de transports.

Au **Japon**, la vive hausse des ventes à l'étranger observée jusqu'au printemps 2010 marque une pause. Dans ce contexte, les autorités s'inquiètent de la remontée de la devise vers 85 yens pour un dollar, parité la plus défavorable de ces dernières décennies à l'exception de 1995. Par ailleurs, des mesures de soutien à l'économie sont envisagées en dépit du niveau de la dette publique qui représente environ le double de la richesse nationale. D'un montant de 915 milliards de yens, environ 0,2 point de PIB, ce plan vise tout à la fois à contrer les effets négatifs de la déflation, à enrayer la hausse du yen et à relancer la consommation.

EUROPE : Vigueur allemande

En fait, c'est en Europe que les statistiques invitent à plus d'optimisme. Le volume du **PIB**, qui s'était à peine redressé fin 2009-début 2010, s'est raffermi de +1% au deuxième trimestre dans la **zone Euro**, soit +4,1% l'an, stimulé surtout par la performance allemande (+2,2% en un trimestre, soit +9,1% en rythme annuel). La France et l'Italie affichent une croissance respectivement de +0,6% et +0,4% (+2,4% et +1,6% l'an respectivement) alors que l'Espagne reste à la traîne (+0,2% - ou +0,8% l'an - après +0,1% au premier trimestre). Seule la Grèce se maintient en récession (-1,5%), les mesures d'austérité bridant la demande finale. Au regard du deuxième trimestre de 2009, la hausse globale ressort à +1,9%.

La performance du deuxième trimestre est en partie aléatoire (rebond de la construction après un hiver rigoureux) mais le retour d'une **dynamique européenne** est incontestable, les principaux postes en croissance ayant été le commerce international et l'investissement. Les enquêtes menées auprès des chefs d'entreprise européens indiquent en effet que l'activité continue de s'accroître. L'**indice du sentiment économique**, calculé par la Commission, a encore progressé en août. Les indices des directeurs d'achat restent supérieurs à 55, annonçant donc une expansion significative au cours des prochains mois, mais selon un rythme un peu moins soutenu qu'au printemps. Le retour de l'Euro en dessous de 1,30 \$ devrait favoriser cette orientation.

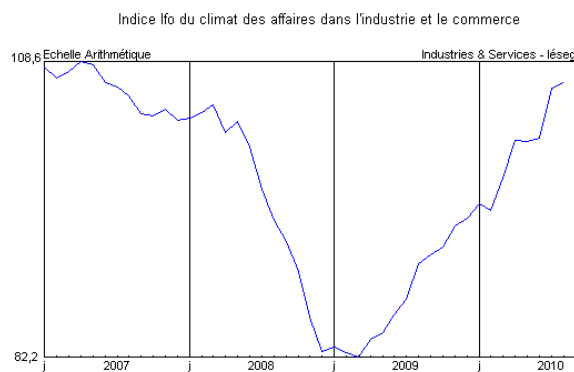


source : Eurostat

En août, la hausse des **prix à la consommation** est ressortie à +1,6% sur douze mois. En regard du syndrome de la déflation japonaise, les marchés sont désormais attentifs à l'inflation sous-jacente revenue à +1%. Les craintes de déflation paraissent donc pour l'instant exagérées. La **Banque centrale européenne** a maintenu le 2 septembre dernier son principal taux directeur au plancher historique de 1% pour le seizième mois d'affilée tout en prolongeant ses mesures d'apport de liquidités aux banques.

En **Allemagne**, l'économie a affiché une croissance de +2,2% au printemps après +0,5% en début

d'année. Cet excellent résultat repose notamment sur la vitalité des investissements en construction, qui avaient souffert de la rigueur de l'hiver : +5,2% au deuxième trimestre, rythme parmi les plus élevés jamais observés. Dans le même temps, les investissements des entreprises en biens d'équipement se sont raffermis de +4,4% comme pendant les trois premiers mois de l'exercice. Le redressement des exportations de biens et services amorcé à la mi-2009 est spectaculaire. Celles-ci ont en effet augmenté de +8,2% au printemps contre une moyenne de +3% par trimestre précédemment. Les statistiques douanières indiquent que les ventes de l'Allemagne ont été vigoureuses vers toutes les zones, notamment en Asie où elles ressortent désormais à 13 milliards d'euros par mois en regard de 10 milliards jusqu'à la fin 2008.



source : Institut für Wirtschaftsforschung

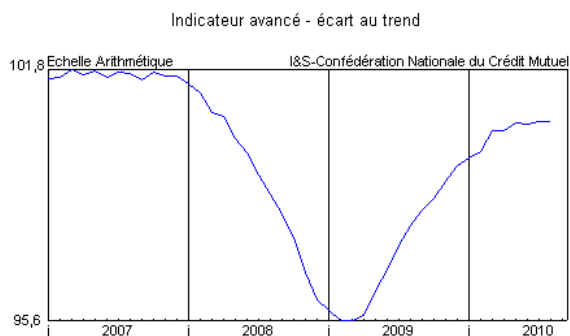
Les dépenses de consommation des ménages, qui avaient légèrement fléchi fin 2009-début 2010, retrouvent un second souffle. Elles ont en effet progressé de +0,6% au deuxième trimestre, soutenues par l'amélioration du marché du travail. Les enquêtes de conjoncture annoncent que l'activité restera bien orientée au cours des prochains mois. L'indice Ifo qui était passé de 101,9 en juin à 106,2 en juillet, a une nouvelle fois augmenté en août à 106,7 grâce à la poursuite de l'amélioration de la situation courante. La composante des perspectives à six mois fléchit légèrement mais elle demeure proche de son record historique.

Le **Royaume-Uni**, qui a été fin 2009 l'un des derniers grands pays développés à sortir de récession, a enregistré un fort rebond au deuxième trimestre 2010 (+4,9% en rythme annualisé). Cette croissance provient essentiellement de l'activité dans la construction (+38,5% l'an). Aussi, compte tenu de l'inflexion des indices PMI, du freinage de l'activité dans les services et d'un net durcissement de la politique budgétaire outre-Manche, cette embellie pourrait ne pas se prolonger au second semestre. L'inflation (+3,2% sur un an en août) reste largement au-dessus du niveau de la zone Euro.

FRANCE : Le moteur extérieur freine la croissance

L'économie française a mieux résisté à la crise que bon nombre de pays développés. Moins industrielle et moins dépendante des marchés étrangers que l'Allemagne, elle a donc moins souffert de la brutale contraction des échanges internationaux fin 2008-début 2009. L'activité dans le bâtiment s'est retournée, mais dans des proportions limitées en regard d'économies comme l'Espagne, où s'étaient développées de véritables bulles immobilières. Enfin, le faible endettement des Français a permis d'éviter une chute de la consommation. La reprise mondiale de l'activité, amorcée au printemps 2009, a changé progressivement la donne. Ainsi l'économie allemande bénéficie désormais du net redressement de la production dans les pays émergents où elle a fortement amélioré ses positions durant la dernière décennie. La France aura sans doute plus de mal à en tirer parti.

Le **PIB** s'est raffermi de +0,6% au printemps 2010 après +0,2% au premier trimestre. La croissance recouvre, d'une part, une moindre contraction des **stocks** (+0,6 point de contribution) et une hausse de la **demande intérieure** (+0,5 point), et, d'autre part, une dégradation du solde des **échanges extérieurs** (-0,4 point).

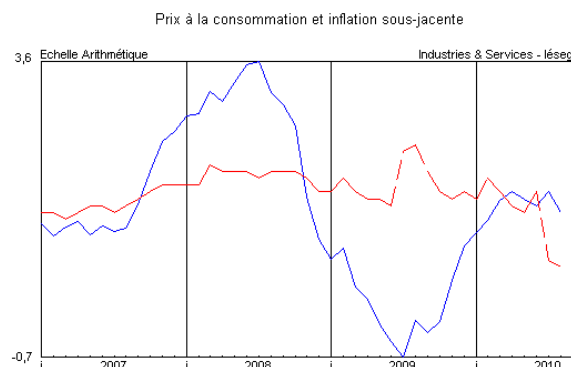


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Le ralentissement du **déstockage** a surtout été opéré dans les secteurs des biens intermédiaires et de consommation, alors que le mouvement s'est interrompu dans celui de l'automobile. Au total, le déstockage représente aujourd'hui 1,5% du PIB en regard de 2,8% à l'été 2009, ratio le plus important jamais observé par le passé.

Les **investissements** des entreprises non financières se sont accrus de +1,1% au printemps, tendance amenée à se poursuivre ces prochains trimestres selon les industriels interrogés par l'Insee. Il faut toutefois rappeler que la chute antérieure avait été si brutale que les dépenses d'équipement des entreprises demeurent inférieures de -11,6% à leur niveau d'avant la crise. De leur côté, les investissements des ménages ont cessé de refluer, mouvement qui était attendu en raison de la faiblesse des taux d'intérêt. Selon l'Observatoire des marchés résidentiels, ceux-ci

sont tombés à moins de 3,4% en juillet dernier en regard de 5,15% il y a vingt mois, rejoignant quasiment les plus bas enregistrés à la fin 2005.



source : Insee – Glissements annuels en % en **bleu** : indice des prix à la consommation, en **rouge** : inflation sous-jacente

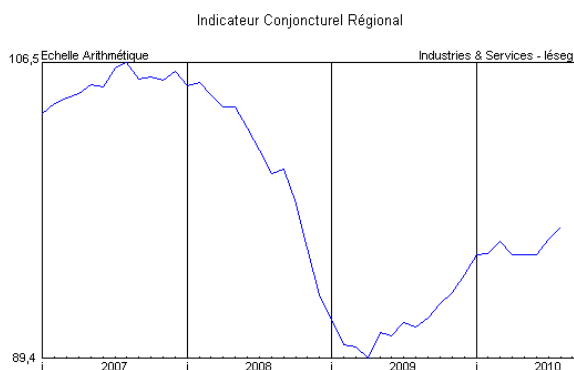
Le **commerce extérieur** a pénalisé l'activité en raison de la vigueur des importations. Celles-ci ont en effet gonflé de +4,2% au deuxième trimestre après +1,8% au premier, rythme parmi les plus élevés des dernières décennies. Dans le même temps, les exportations ont progressé de +2,7%, tirées par l'ensemble des branches à l'exception de l'automobile. Les statistiques douanières indiquent que les ventes françaises à destination du continent américain ont été particulièrement dynamiques (+12,8% en valeur au printemps), en ligne avec le retour d'une parité Euro-dollar plus favorable.

La **consommation**, qui s'était stabilisée pendant les trois premiers mois de 2010, a ensuite augmenté de +0,4%, en grande partie grâce à la bonne tenue des dépenses en services (+0,6%). En revanche, les achats d'automobiles ont une nouvelle fois diminué sous l'impact d'une prime à la casse moins incitative. En fait, les Français ont puisé dans leur épargne afin de maintenir leur consommation : le taux d'épargne financière, qui était monté à 7,6% de leurs revenus à l'été 2009, est revenu vers 6,6% au début 2010. Il reste légèrement supérieur à la moyenne observée au cours des dix dernières années.

En août 2010, l'indice des **prix à la consommation** est en hausse de +0,2%, après une baisse de -0,3% au mois de juillet. Sur un an, il augmente de +1,4%. Cette progression provient essentiellement de facteurs saisonniers liés à la fin des soldes d'été et aux prix des services. Toutefois, en glissement annuel, l'indicateur d'**inflation sous-jacente** ralentit de nouveau, de +0,8% en juillet 2010 à +0,6% en août 2010. Cette évolution n'est toutefois pas durable : c'est la conséquence de la baisse de la TVA dans la restauration de table intervenue le 1^{er} juillet 2009, ainsi que l'avait prédit l'Insee (p 62) dans sa note de conjoncture du 17 juin dernier, cet indicateur étant calculé hors taxes.

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 16 septembre, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseq pour le mois d'août s'est redressé après avoir marqué le pas au cours du deuxième trimestre. L'activité industrielle évolue lentement mais les perspectives des chefs d'entreprise se sont nettement améliorées dans la plupart des compartiments, tandis que les carnets de commandes, toujours insuffisants, se redressaient légèrement. La consommation des ménages s'est améliorée, de même que les échanges. Cependant, le sous-indicateur de l'emploi a continué de marquer le pas.



Source : Industries & Services - léség

ACTIVITE

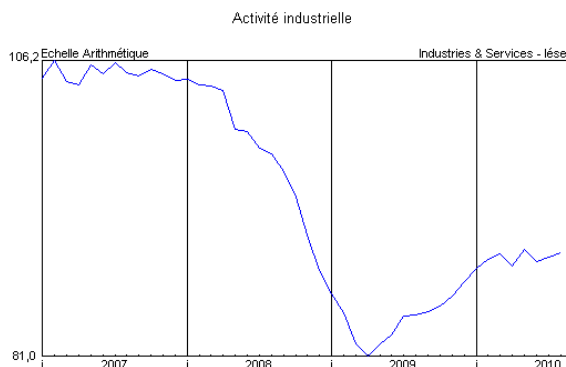
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : La production régionale est restée stable au cours des deux mois écoulés. Les carnets de commandes, en très légère baisse, restent très proches de la normale, tandis que les stocks de produits finis apparaissent à présent insuffisants. L'industrie de la viande traverse à présent une période moins active en raison d'une demande qui a régressé. Le secteur laitier est revenu à une situation plus équilibrée. Il en a été de même pour la filière du poisson. Dans l'ensemble, les dirigeants des entreprises s'attendent à un effritement de leur activité.

Biens d'équipement professionnels : L'activité est demeurée contrastée dans ce compartiment. Elle a encore baissé en juillet puis s'est maintenue en août dans les équipements électriques mais l'amélioration des plans de charge, notamment pour l'exportation, conduit les industriels à envisager une reprise. Elle a été beaucoup plus soutenue dans les équipements mécaniques où les stocks de produits finis ont été augmentés et où la situation des carnets permet la poursuite du mouvement de hausse.

Matériel de transport : La situation semble se stabiliser dans l'industrie automobile. Chez les

constructeurs, le flux des commandes reste orienté à la baisse mais selon un rythme qui se modère, une légère hausse de l'activité est envisagée. Chez les équipementiers, les fabrications, stabilisées en juillet, sont reparties à la baisse en août. Mais la demande s'est quelque peu raffermie, si bien que les pronostics sont redevenus moins pessimistes. Dans l'industrie du matériel ferroviaire, l'état des plans de charge a permis d'intensifier encore les cadences et d'envisager d'autres avancées. Toutefois, les commandes nouvelles se raréfient, ce qui pourrait poser quelques problèmes, mais seulement d'ici quelques années.

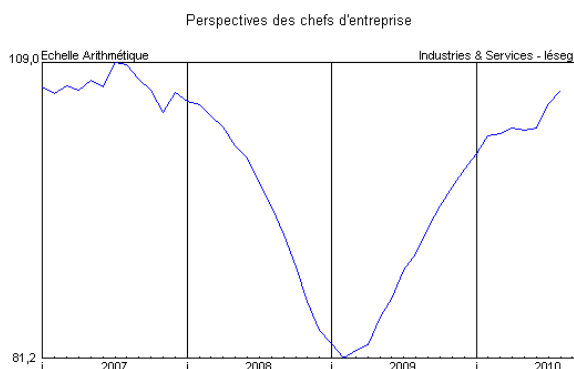


Source : Industries & Services - léség

Autres produits industriels : La croissance est demeurée modérée en juillet mais s'est accentuée en août dans ce compartiment très hétérogène. D'une manière générale, les stocks de produits finis sont toujours proches de la normale alors que les carnets de commandes, encore insuffisants, se sont quelque peu confortés. La plupart des secteurs affirment des progrès plus ou moins soutenus : chimie de base, travail des métaux, papiers et cartons, imprimerie, textile et habillement. La plasturgie et la production de produits minéraux n'ont pas suivi ce mouvement malgré une demande qui s'améliore car il s'agissait, le plus souvent, de résorber les stocks de produits finis. Dans la métallurgie, enfin, les arrêts techniques et l'écoulement des stocks excédentaires ont entraîné un recul de l'activité. Des baisses de production sont envisagées dans certains segments, dont celui des papiers et cartons, mais la teneur d'ensemble est généralement un maintien de l'activité, sinon une légère hausse de celle-ci.

Construction : Selon les statistiques ministérielles (Sit@del2), les autorisations de bâtir de nouveaux logements ont suivi des évolutions positives en juillet, à un an d'intervalle : +11,3% dans le Nord-Pas de Calais et +38,7% en France métropolitaine, conduisant à des évolutions annuelles cumulées pour la période août 2009-juillet 2010 respectivement de +4,1% et de +5,8%. Les mises en chantier ont également présenté des variations favorables, avec +5,3% et +15%, quoique les données cumulées soient toujours négatives, soit

-6,1% et -4,7% respectivement. L'évolution mensuelle régionale de la construction neuve non résidentielle s'est avérée plus aléatoire avec -48,4% pour les superficies autorisées et -18,3% pour les mises en chantier (contre, respectivement +10,3% et -14,8% en France métropolitaine). Les données exprimées en année mobile (août 2009-juillet 2010) sont restées négatives, avec, pour la région, -29,8% pour les permis et -38,3% pour les mises en chantier (contre -9,6% et -20% en France métropolitaine). Dans chaque cas, la région accuse un retard au regard des évolutions nationales.



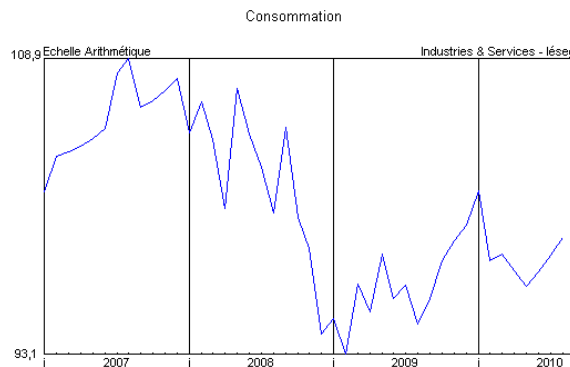
Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : L'activité, plutôt terne en juillet, a été très soutenue en août. L'expansion s'est poursuivie dans les agences de travail temporaire qui envisagent de nouvelles hausses pour les prochains mois. Les secteurs de l'informatique et des services de communication ont prolongé leur progression. Des recrutements y sont envisagés. Les activités juridiques, comptables et d'ingénierie ont ressenti une baisse en juin et juillet, principalement dans le conseil pour les affaires et la gestion et pour l'ingénierie technique. Depuis, la situation semble s'améliorer. Malgré une bonne orientation de la demande, les pronostics à court terme sont à un léger repli des prestations.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a présenté des évolutions plus encourageantes. Certes, les immatriculations d'automobiles neuves ont été moins soutenues que l'an passé alors qu'elles étaient encouragées par le dispositif de prime à la casse mais, dans le commerce de détail, le volume des achats a progressé, parfois ponctuellement sous l'effet des soldes d'été et des fortes températures de juillet, comme ce fut le cas pour les rayons du textile-habillement et des cuirs-chaussures. Les moindres résultats enregistrés au cours du mois d'août n'ont pas effacé entièrement les scores du mois précédent. L'électronique grand public plafonne, un peu en dessous du volume des transactions de juin mais largement au-dessus de celui constaté un an plus tôt ; les rayons meubles, électroménager, quincaillerie et bricolage ont été favorisés, quoique dans une moindre mesure. La librairie-papeterie et

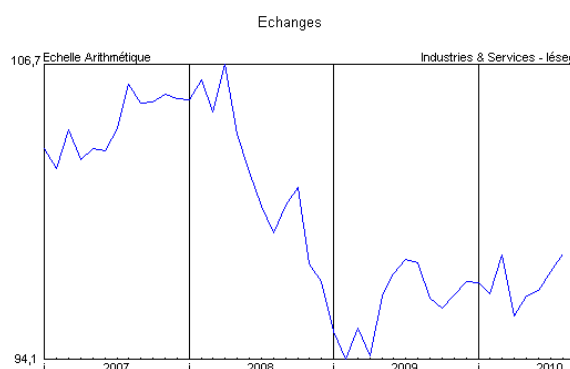
l'horlogerie-bijouterie sont encore en déphasage mais résistent relativement bien. Le chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – est reparti à la hausse, à partir d'un bas niveau il est vrai, avec +4,9% en volume en juillet à un an d'intervalle et +11,7% en août, soit +6,7% puis +15,6% pour le seul rayon textile-habillement.



Source : Industries & Services - léseg

ÉCHANGES

La baisse du volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** s'est poursuivie en juillet (-10%) et en août (-25% à un an d'intervalle). Ce repli s'explique toujours par les sorties de vracs liquides, en raison de la fermeture de la raffinerie, avec, respectivement, -67% et -68% mais son intensité est à imputer aux vracs solides dont les volumes restent très fluctuants pour les céréales ou les minerais (reprises sur parc). Les exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic (63% des volumes pour le mois d'août) qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, se sont encore contractées d'environ -8% en juillet et de -11% en août.



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à août (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont encore progressé à un an d'intervalle, principalement au cours du dernier mois connu. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France

portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entreposage, fait état d'une demande plus soutenue mais n'envisage pas de nouveaux progrès. Pour leur part, les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs ont enregistré de nouveaux progrès et, en août, celles des **véhicules industriels** ont enregistré une très légère amélioration.

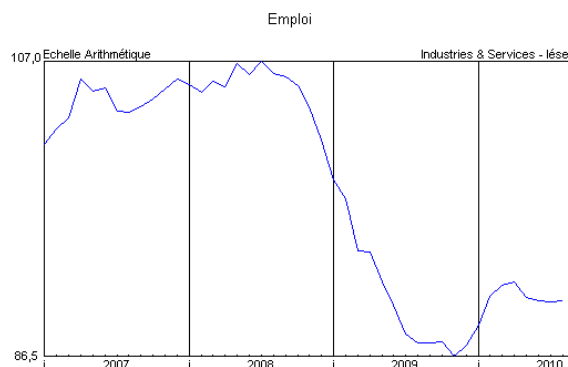
Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin est revenu, depuis juin, sur un sentier de croissance plus modéré : +1,1% en juillet comme en août à un an d'intervalle hors transits et déroutements. La progression des vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") est toujours vive (+22,7% en août) alors que ceux avec l'Union Européenne (incluant les vols intérieurs) se réduisent encore (-2,2% en août). Pour leur part, les vols "vacances" (charters) se sont relativement bien comportés en juin et juillet, compensant, en partie, les résultats plus décevants de 2009, mais, en août, ils ont à peine dépassé ces derniers.

EMPLOI

En juillet, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a baissé de -0,8% par rapport à juin pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +5,6% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de -0,5% et +5,4%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de -0,1%, contre +0,1% en France et de +6,5% contre +8,1% par rapport à juillet 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +7% (+8,7% dans le pays) et celui des femmes de +6% (+7,5%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -1,3% (contre +1,8%). Elle a été de

+21,2% (contre +27,6%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

Le recul des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) s'est poursuivi. La baisse a atteint -38,5% sur un an, après -39,5% en juin (contre -31,1% après -27,6% en France). Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a diminué de -5,4% contre -4,4% en France métropolitaine. Dans le même temps, celui des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +2,5% contre +4,1% dans le pays.



Source : Industries & Services - léség

Contrairement à la France métropolitaine, le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi a baissé en juillet à un an d'intervalle de -5%, contre +12,7%. Par catégorie, les évolutions ont été de -8,8% contre +13,6% pour les offres durables (plus de 6 mois), de -6,2% contre +13,7% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et de +13,3% contre +7,6% pour les emplois occasionnels.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture EUROPéenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iséseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iséseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/>